



Débat d'Orientation Budgétaire

2017

SOMMAIRE

Rappel règlementaire

-

Contexte économique national

-

Contexte local

Stratégie fiscale

Stratégie d'endettement

Stratégie budgétaire

-

Plan Pluriannuel d'Investissement 2015 - 2020

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Rappel règlementaire

- L'examen du budget doit être précédé d'une phase préalable constituée par le débat de l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires (articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4311-1 du CGCT).
- Ce débat doit intervenir dans un délai de deux mois précédant le vote du budget pour les communes.
- Même s'il ne doit emporter aucune décision à ce stade de la procédure d'adoption du budget, **ce débat constitue une formalité substantielle** destinée à éclairer le vote des élus et doit intervenir au cours de la phase préparatoire du budget.

Rappel règlementaire

- Ce débat permet à l'assemblée délibérante :
 - de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif,
 - d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité.
- Le Débat d'Orientation Budgétaire propose les orientations de la Collectivité en termes de nouveaux services rendus, d'investissement, de fiscalité et d'endettement
- La loi NOTRE rend dorénavant **obligatoire le vote** du DOB (en faisant apparaître la répartition des voix), sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires, ce qui a pour effet de constater aussi l'existence du rapport.

CONTEXTE ECONOMIQUE

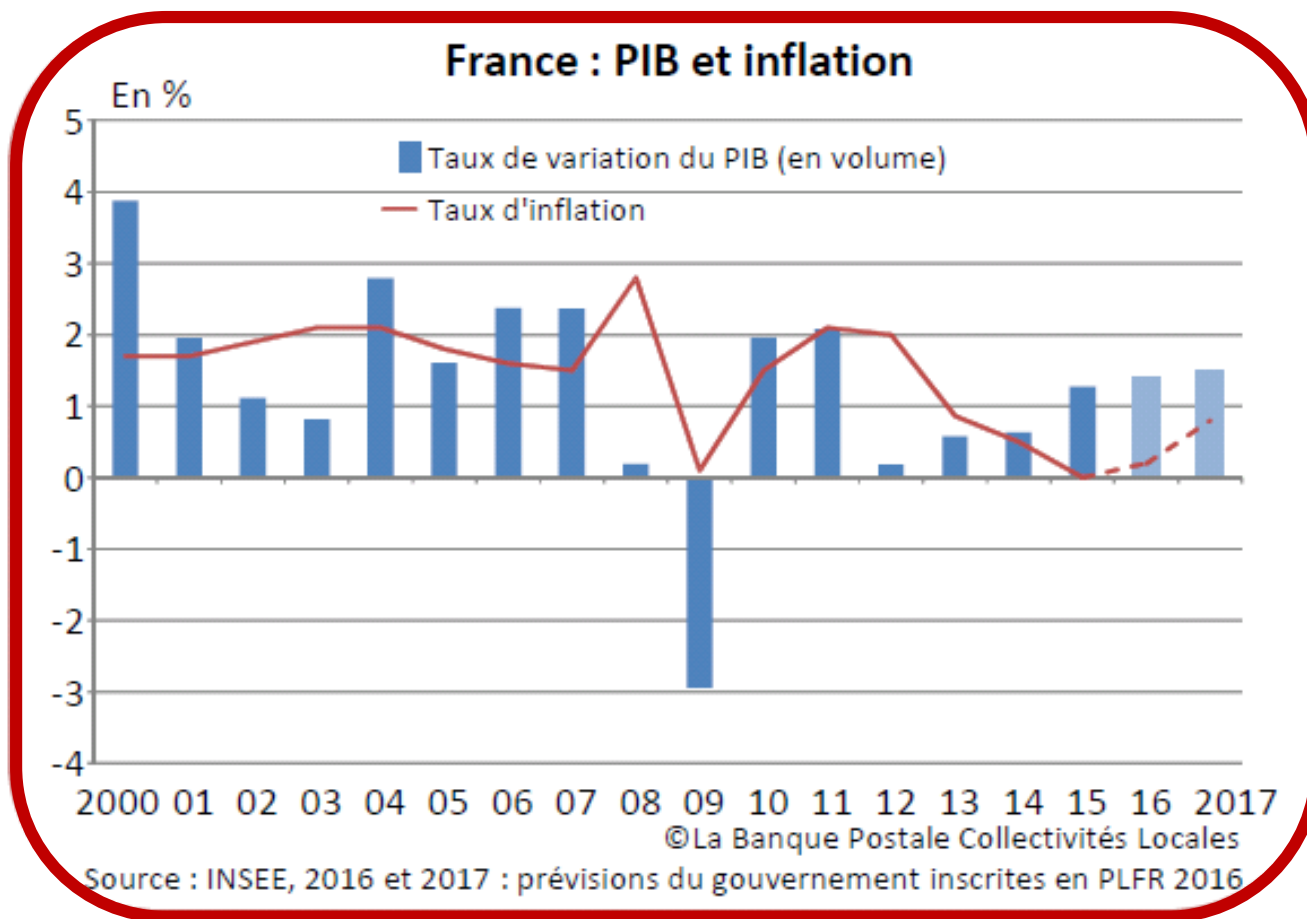
Le contexte économique national

Synthèse des principaux éléments de cadrage du PLF 2017 :

Économie française	2012	2015	2016	2017
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2087	2181	2232	2287
Variation en volume (en %)	0,2	1,3	1,5	1,5
Variation en valeur (en %)	1,3	1,9	2,3	2,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) ¹	-0,9	1,6	1,9	1,5
Dépenses de consommation des ménages (en %)	-0,3	1,5	1,8	1,6
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	2,6	3,7	4,9	4,5
Exportations (en %)	2,5	6,1	0,9	3,5
Importations (en %)	0,7	6,6	2,1	4,0
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	1,9	0,0	0,1	0,8
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-67,6	-45,7	-45,3	-48,9
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) ²	-4,8	-3,5	-3,3	-2,7

Le contexte économique national

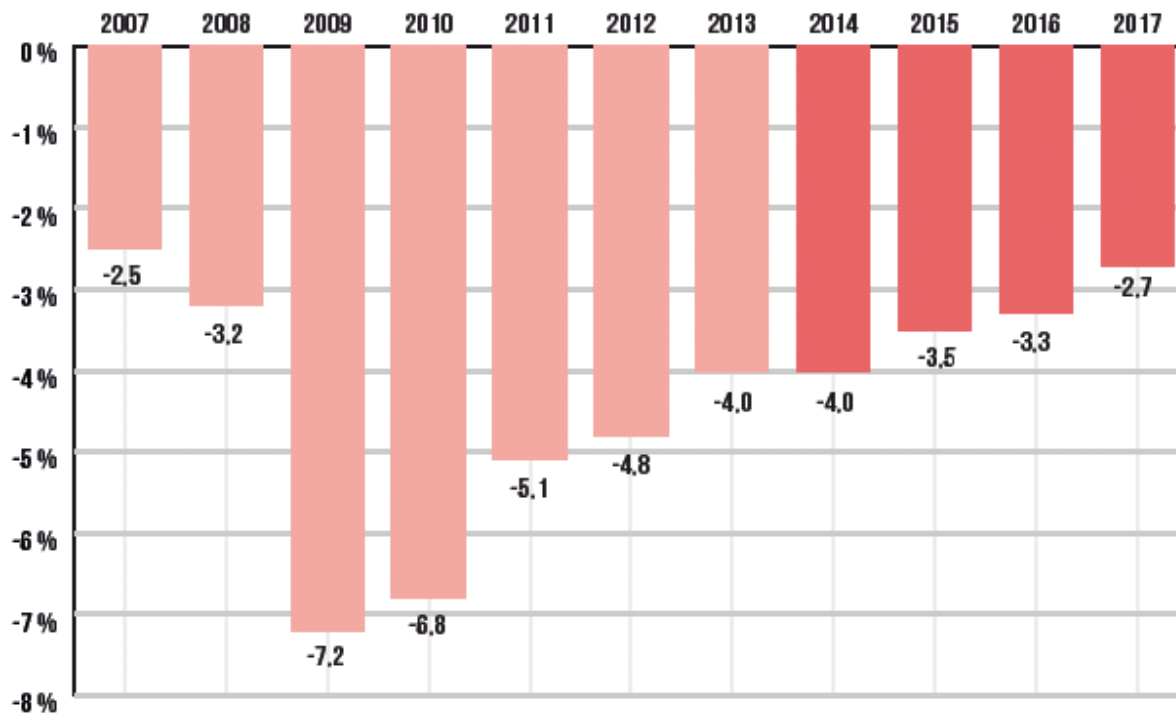
Evolution du PIB et de l'inflation



Le contexte économique national

Déficit public

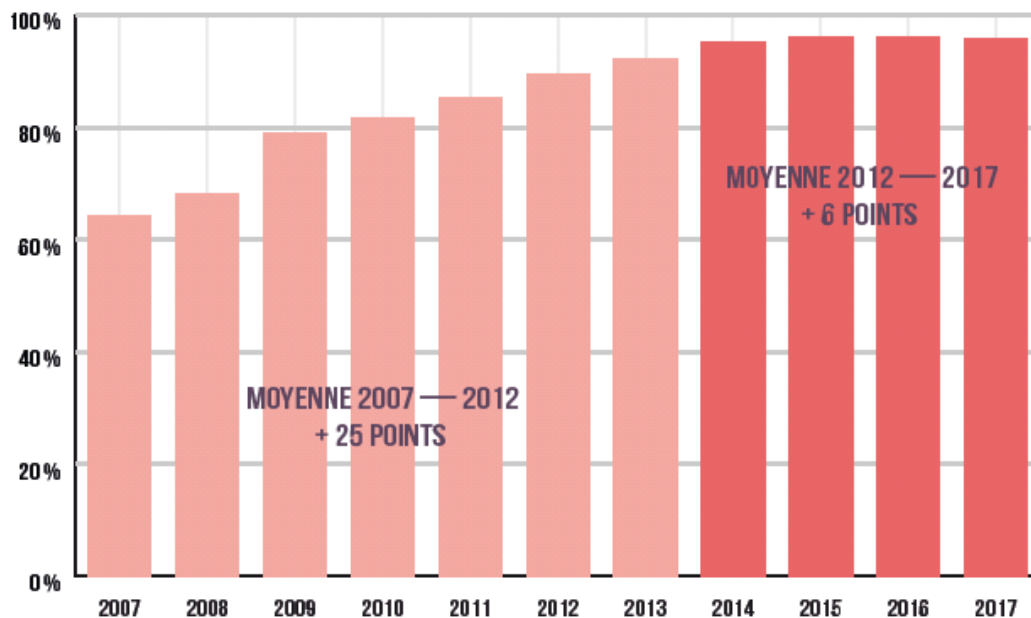
- Objectif de **déficit public ramené à moins de 3% du PIB en 2017** (2,7% du PIB)



Le contexte économique national

Une dette publique en voie de stabilisation

Évolution de la dette publique depuis 2007 (% de PIB)



Le contexte économique national

Pour atteindre ces objectifs :

- Baisse des **dotations de l'Etat aux Collectivités locales** : - 11 Md € sur les trois années 2015-2017, répartis par tiers chaque année.

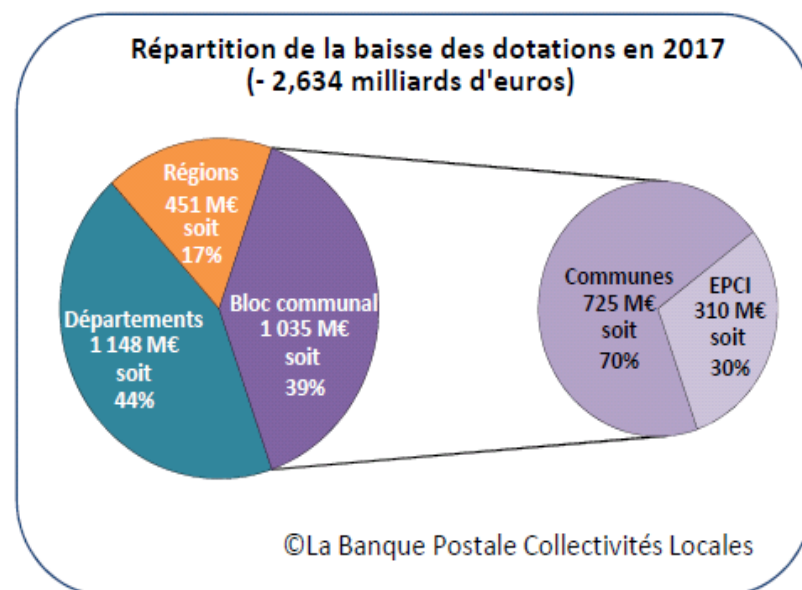
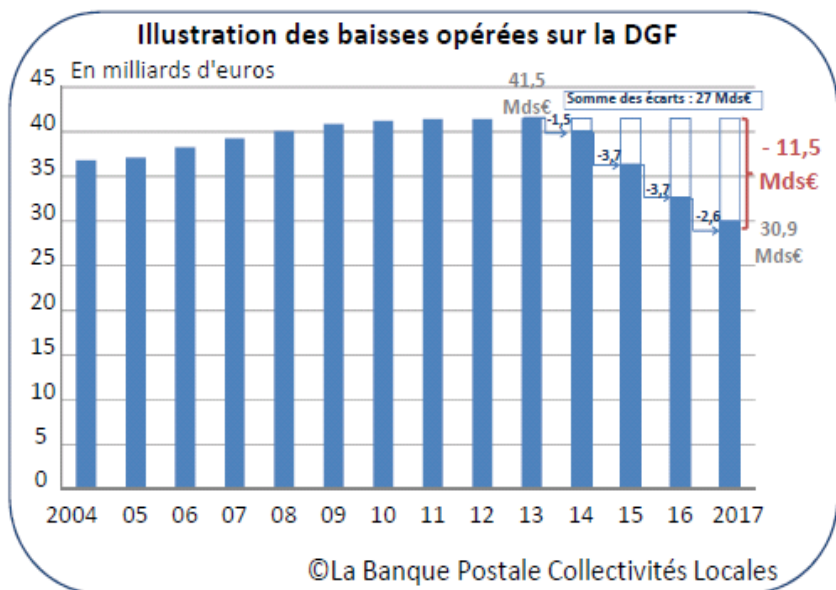
Le plan d'économies de 50 Md€

	2015	2016	2017	Cumul
Etat & agences	8,7	5,1	5,1	19,0
Collectivités locales	3,5	3,5	3,7 2,7	10,7 9,7
ASSO	6,4	7,4	6,5	20,3
ONDAM	3,2	3,4	3,4	10,0
Autres dépenses ASSO	3,2	4,0	3,1	10,3
TOTAL	18,6	16,0	15,4 14,4	50,0 49,0

- En 2017, la baisse des concours au bloc communal devrait être allégée, afin de tenir compte des annonces du Président de la République devant le Congrès des Maires.
- La **diminution des dotations** aux Collectivités territoriales serait donc **réduite à - 2.7 Md € en 2017.**

Le contexte économique national

Contexte & finances locales 2016/Principales mesures du PLF 2017 - illustrations utiles



Le contexte économique national

Dispositions du PLF 2017 concernant les dotations et la péréquation :

Le Projet de Loi de Finances initial pour 2016 prévoyait une réforme importante de la DGF des Communes et des Intercommunalités.

Face à la réaction des associations d'élus, demandant plus de temps pour effectuer un travail de fond et davantage de simulations concernant l'impact de cette réforme sur les finances locales, le Gouvernement avait accepté de reporter la réforme pour une application seulement en 2017.

La Loi de Finances pour 2017 **abandonne la réforme de la DGF du bloc communal.**

Dans le cadre du calcul de la DGF, le **plafond de l'écrêtement** de la dotation forfaitaire des communes a été **limité à 1%** de leurs recettes de fonctionnement (contre 3% auparavant).

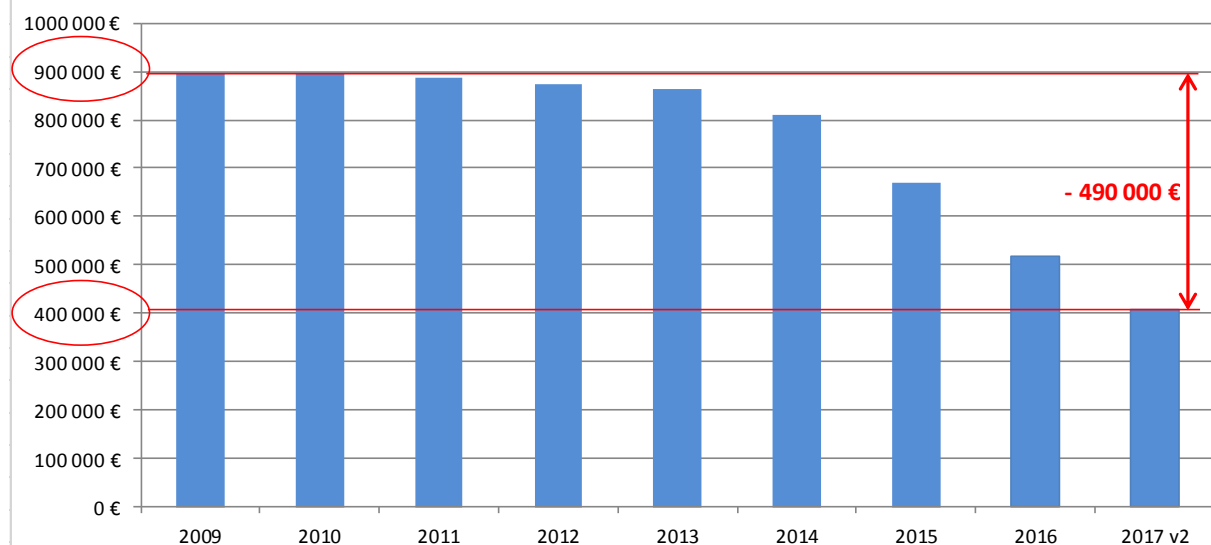
FPIC : gel de la montée en charge **pour 2017**

Augmentation de la **Dotation de Solidarité Rurale (DSR) : + 180 M€**

Focus : évolution de la DGF pour SAUTRON

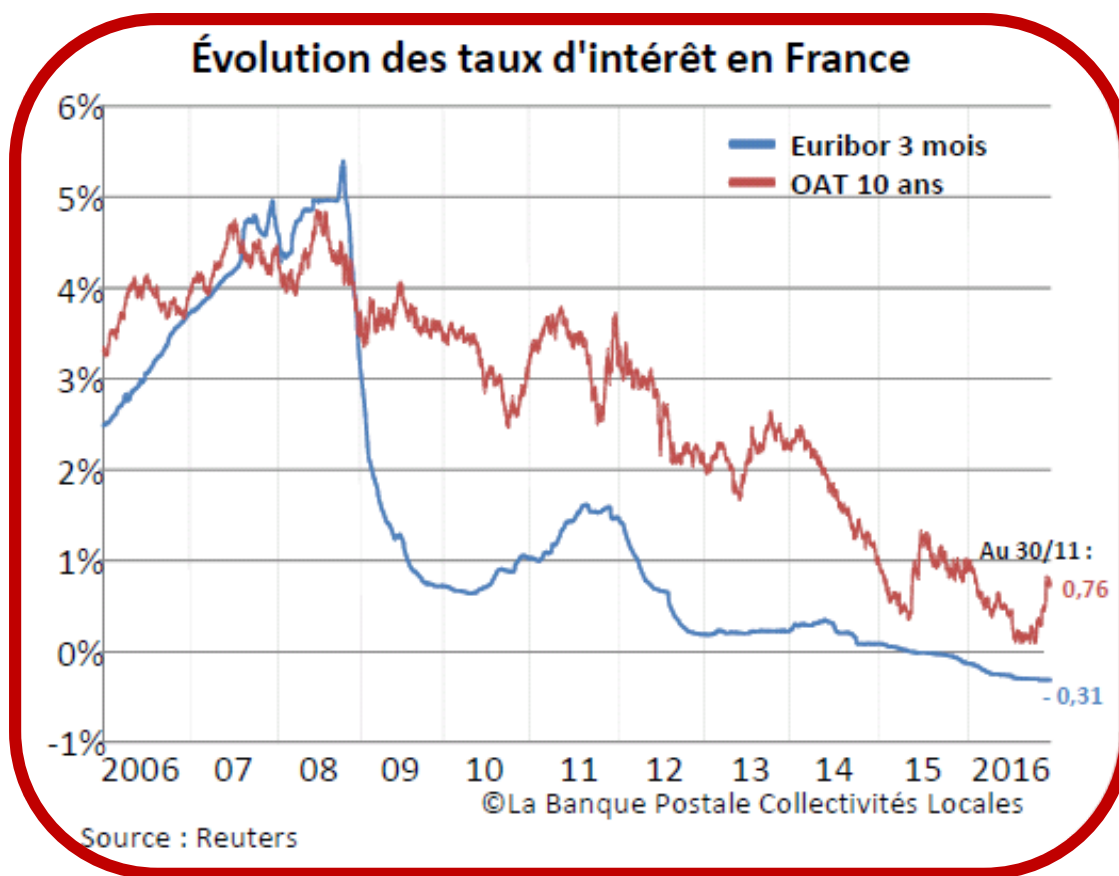
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 v1	2017 v2
DGF totale	898 375 €	896 183 €	888 083 €	873 783 €	864 332 €	811 588 €	669 026 €	516 860 €	371 860 €	407 860 €
Dotation de base	651 007 €	653 626 €	659 745 €	658 811 €	661 924 €	668 985 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation de superficie	5 545 €	5 570 €	5 570 €	5 570 €	5 570 €	5 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Complément de garantie	241 823 €	236 987 €	222 768 €	209 402 €	196 838 €	185 028 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation forfaitaire N-1 retraitée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	811 191 €	669 026 €	516 860 €	516 860 €
Part dynamique de la population	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 660 €	-1 305 €	5 000 €	5 000 €
Ecrêtement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-24 348 €	-20 071 €	-20 000 €	-20 000 €
Contribution nationale	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-47 995 €	-122 477 €	-130 790 €	-130 000 €	-94 000 €

DGF totale



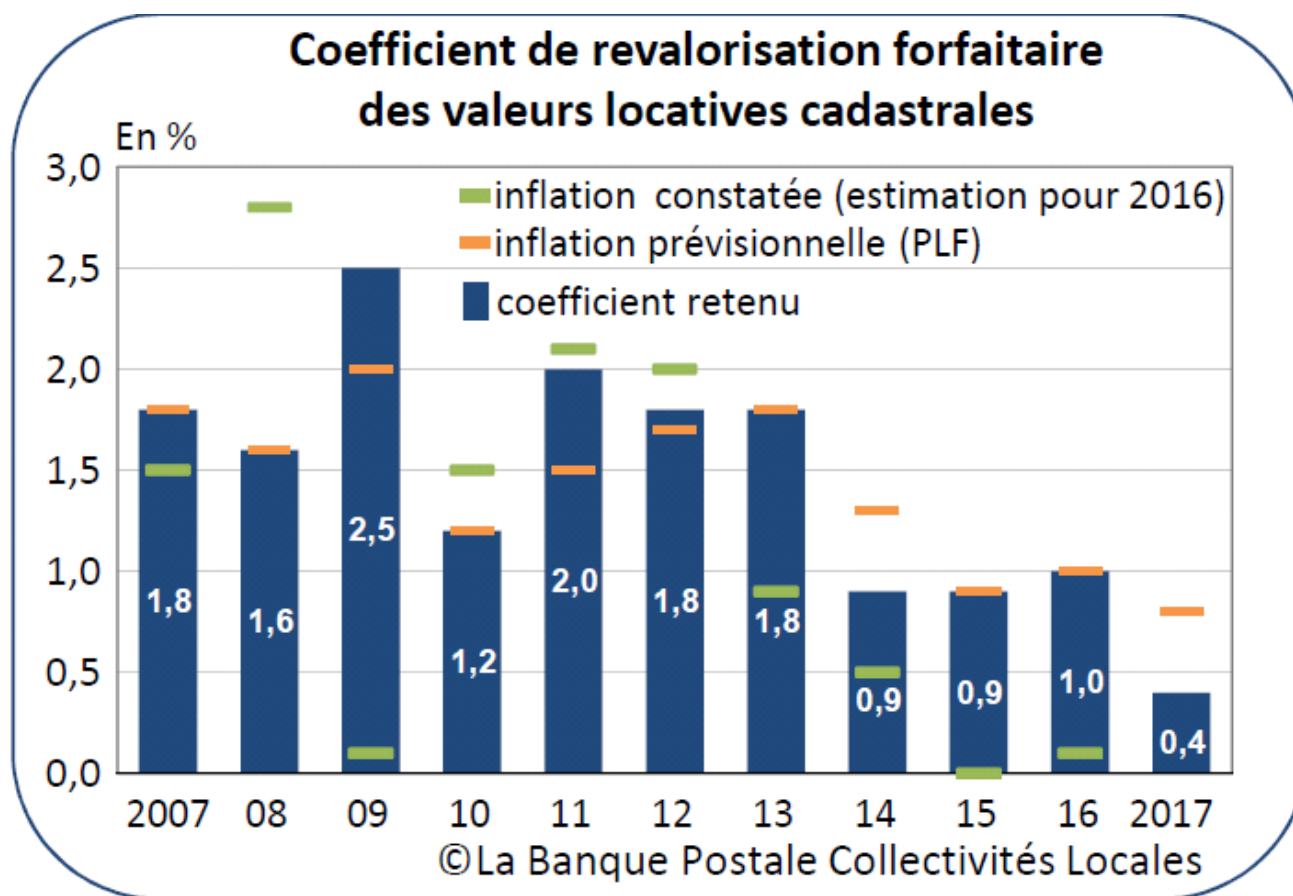
Le contexte économique national

Marchés financiers



Le contexte économique national

Revalorisation annuelle des bases fiscales par l'Etat :



CONTEXTE LOCAL

Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2017

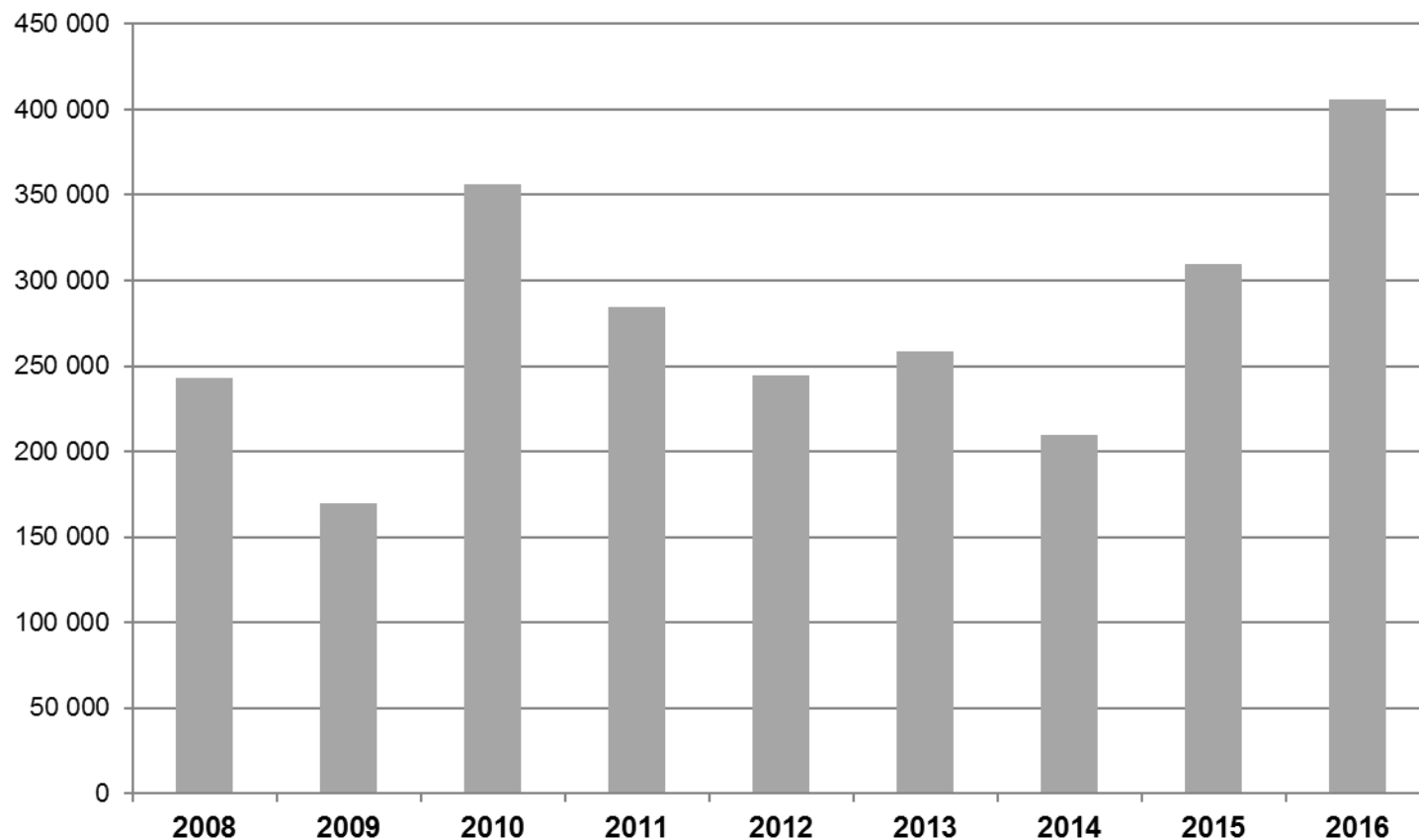
En termes d'hypothèses de recettes de Fonctionnement :

(principales recettes représentant environ 90 % des recettes réelles de fonctionnement)

1. Progression de **3 %** des bases fiscales de Taxe d'Habitation et **2.4 %** pour la Taxe sur le Foncier Bâti (rappel : revalorisation annuelle des bases de +0.4%, votée pour 2017)
2. Baisse des **dotations de l'Etat** : - 86 000 € pour la DGF (- 17 %) par rapport à 2016
3. Reversements de **Nantes Métropole** : + 0 %
 - *Évolution figée de l'Attribution de Compensation depuis 2001, revue en 2015 à 355 832 €/an*
 - *Incertitude concernant l'évolution de la Dotation de Solidarité Communautaire (- 2.6 % en 2016)*
4. Augmentation des **produits des services** : *(essentiellement restauration & périscolaire)*
 - *Hypothèse + 4 % (hausse de fréquentation des services)*
5. Evolution aléatoire de la **taxe additionnelle aux droits de mutation** (tendance à la hausse depuis deux ans)
6. Incertitude sur l'évolution des **compensations fiscales** de l'Etat (tendance à la baisse)

Le contexte local – Pr evision par grandes masses du Budget 2017

Evolution des droits de mutation :

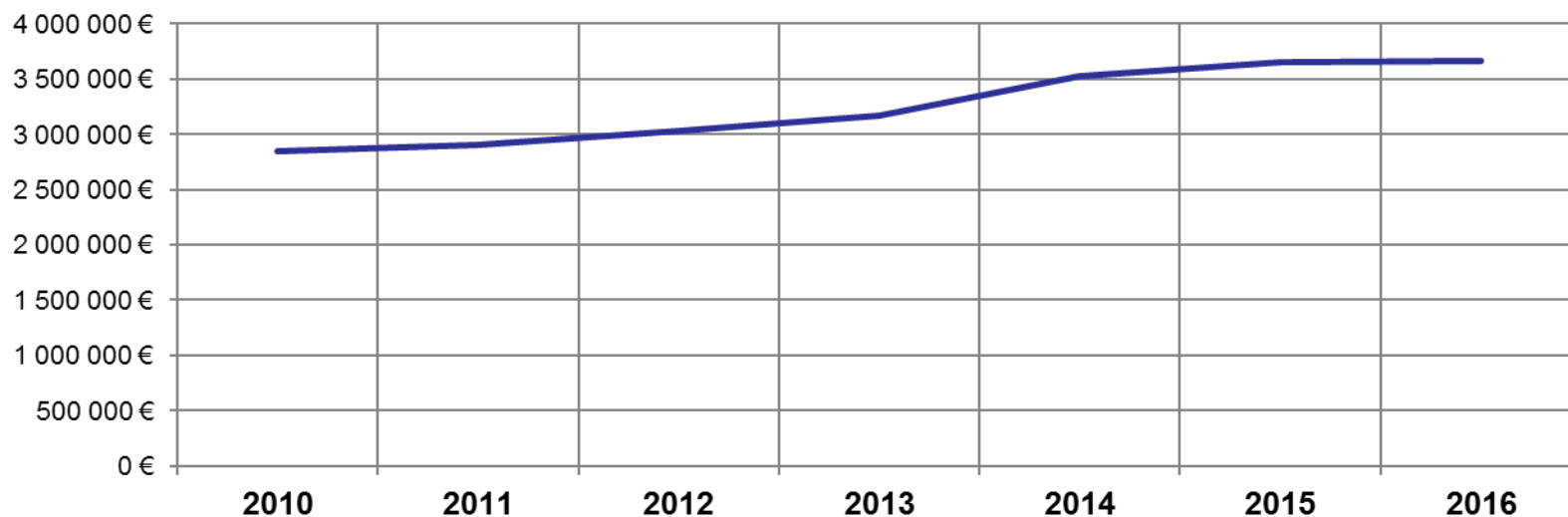


Le contexte local – Prévission par grandes masses du Budget 2017

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

1. Contenir le niveau des **charges de personnel** (+5 % prévu pour 2017), malgré l'évolution de la réglementation impactant directement la masse salariale depuis 2016.

Evolution des charges de personnel nettes des remboursements



Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2017

➤ **Événements ayant impacté la masse salariale sur les dernières années :**

- Augmentation mécanique de la masse salariale (environ 3% / an)
- Réforme des rythmes scolaires : coût estimé à 270€/enfant fréquentant les NAP / an,
- Les évolutions réglementaires avec les réformes des cat B et C,
- La reprise de l'intégralité des centres de loisirs,
- L'évolution de la population sautronnaise qui a conduit à l'ouverture de classes (ATSEM, entretien, animateurs...).

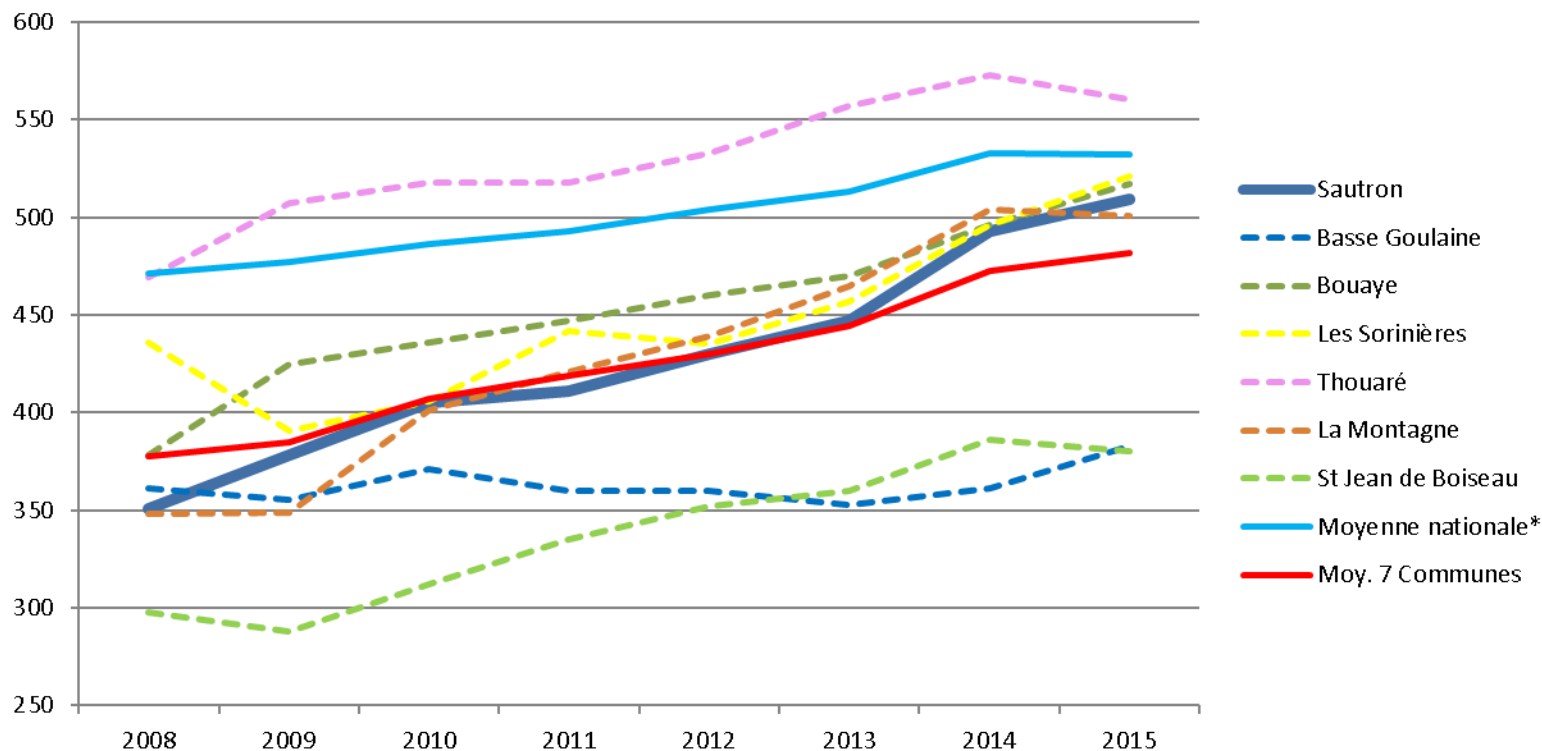
➤ **Evolution pour 2017 impactant la masse salariale :**

- Réforme du PEDT / RRS sur les NAP : travail sur une réorganisation totale de ce temps visant à contenir les charges de personnel, à assurer un accueil et des activités qualitatives pour les enfants, et à faciliter la gestion administrative et RH du service.
- Revalorisation du point d'indice (+ 1.2 % en deux fois – 2016/2017)
- RIFFSEP (*réforme du régime indemnitaire*)
- Organisation des élections prévues en 2017 et du recensement de la population
- PPCR : + 55 000 € environ (*Parcours Professionnels des Carrières et des Rémunérations = refonte de toutes les grilles indiciaires*)

Le contexte local – Prévission par grandes masses du Budget 2017

Evolution comparée des charges de personnel avec des Communes de même strate :

Charges de personnel en € / habitant



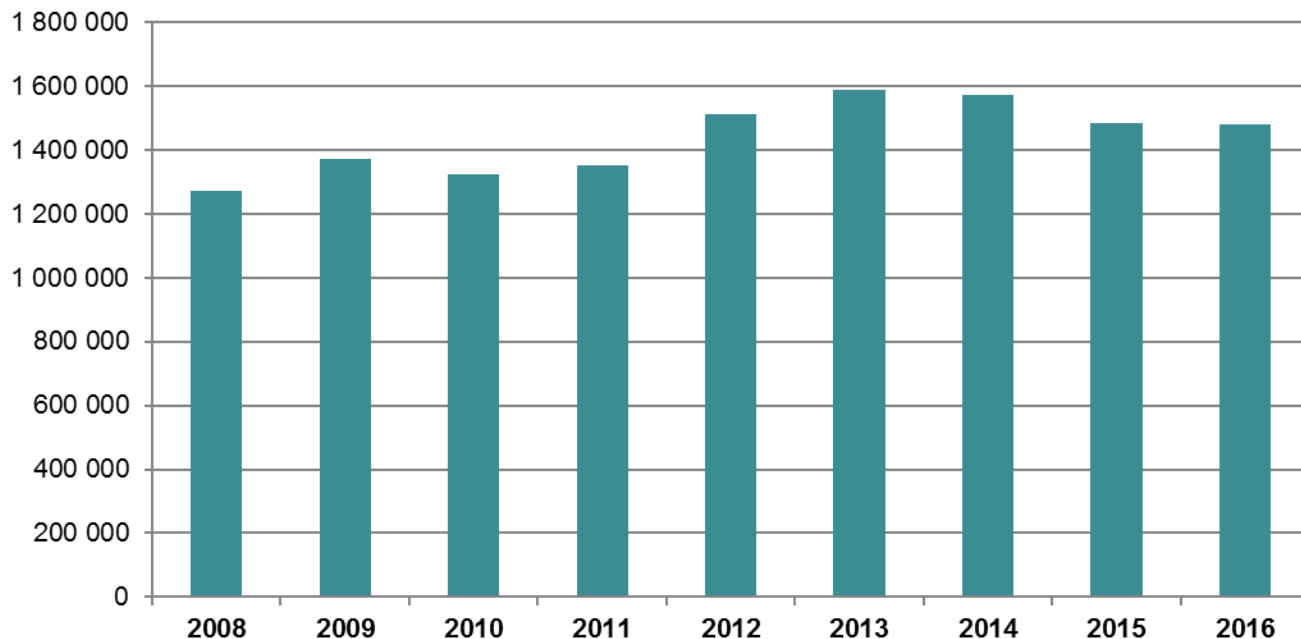
Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2017

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

2. Augmentation des charges à caractère général / chapitre 011 (+ 115 000 € prévu pour 2017)

En lien avec le développement de l'externalisation de certaines missions (pour soulager les services – DUERP / RPS, contenir les heures supplémentaires, et surtout faire face à l'augmentation de la sollicitation des services à la population / service famille)

Evolution du chapitre 011 (réalisé)



Le contexte local – Prévvision par grandes masses du Budget 2017

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

3. Maintien de l'enveloppe budgétaire allouée aux subventions aux associations
4. Stabilisation du prélèvement sur recettes fiscales au titre du **Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal**, – 20 466 € en 2016 (= coût supplémentaire).

Le contexte local – les orientations pour 2017

La politique fiscale

- Rappel de l'évolution des bases et des taux entre 2015 et 2016 :

- **Bases** :
 - TH : + 1.25 % (contre + 6.97 % entre 2014 et 2015)
 - TFB : + 2.66 % (contre + 3.69 % entre 2014 et 2015)
 - TFNB : - 2.39 % (contre – 1.90 % entre 2014 et 2015)

comprenant une revalorisation annuelle des bases par l'Etat fixée à + 1 % pour 2016 (+0.4 % pour 2017)

- **Taux** : les taux des trois taxes ont augmenté en 2016 de + 1.5 %

➤ Orientation pour 2017 :

Hypothèses de travail :

- **Bases** :
 - TH : + 3 %
 - TFB : + 2.4 %
 - TFNB : 0 %
- **Taux** : en dépit de la poursuite des baisses de dotations de l'Etat, des fortes augmentations de taux décidées par Nantes Métropole, de la revalorisation moindre des bases fiscales, et de l'augmentation du coût des services publics lié à l'apport de population, la hausse de la pression fiscale devrait être raisonnable en 2017 (inf. à 5%).

Le contexte local – les orientations pour 2017

La politique d'endettement

- **Endettement maîtrisé de la Commune**

L'encours de la dette par habitant a diminué en 2016, passant de 635 € /hab., au 31/12/2015, à 557 €/hab., grâce à un programme d'investissement financé sans le recours à l'emprunt.

L'encours par habitant reste inférieur à la moyenne de la strate (862 € / hab. en 2015 pour les communes de même strate de population).

En 2016, la Commune s'est désendettée de 518 000 €.

- **Orientation pour 2017 :**

- *La Commune devra recourir à l'emprunt à hauteur d'environ 1 500 000 € (à taux fixe sur 20 ans) pour financer les travaux de réaménagement et d'extension du Groupe scolaire de la Rivière. Avec un nouvel emprunt de 1 500 000 € en 2017, l'encours de la dette passerait à 667 € / habitant fin 2017.*

Le contexte local – les orientations pour 2017

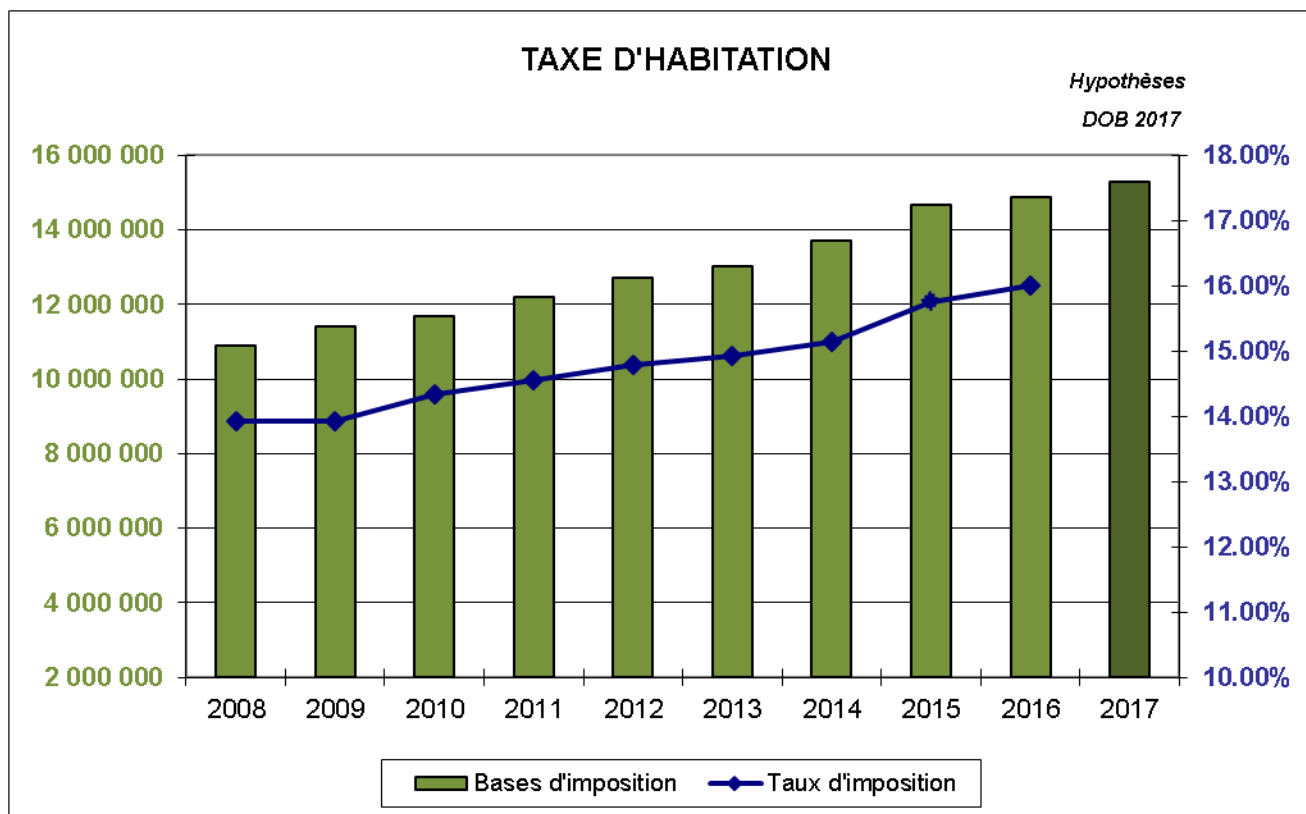
La politique budgétaire

➤ Orientation pour 2017 (en Fonctionnement et en Investissement) :

- *Travaux d'extension du restaurant scolaire et de l'école élémentaire de la Rivière*
- *Poursuite de l'application d'un Plan Pluriannuel d'Economies (en Fonctionnement)*
- *Mise en œuvre des actions définies dans le cadre de S2D*
- *Choix d'un Maître d'œuvre pour les travaux de réaménagement de l'école de la Forêt*
- *Renouvellement d'une partie du parc de véhicules et de matériels du Service Technique et du Service Restauration*
- *Divers travaux de rénovation des bâtiments*
- *Développement de l'externalisation de certains services*
- *Remise à plat du PEDT*

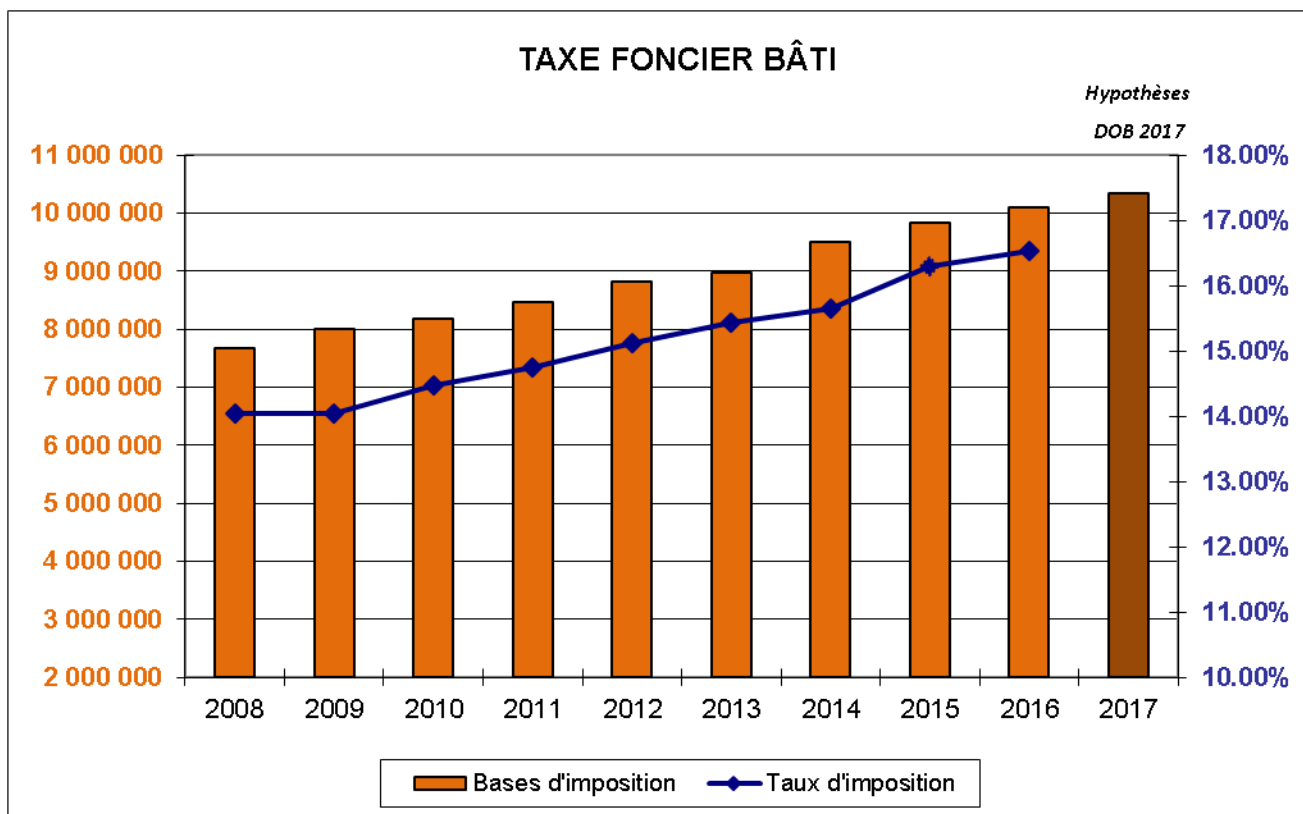
La politique fiscale – les orientations pour 2017

Bases et taux d'imposition sur les ménages



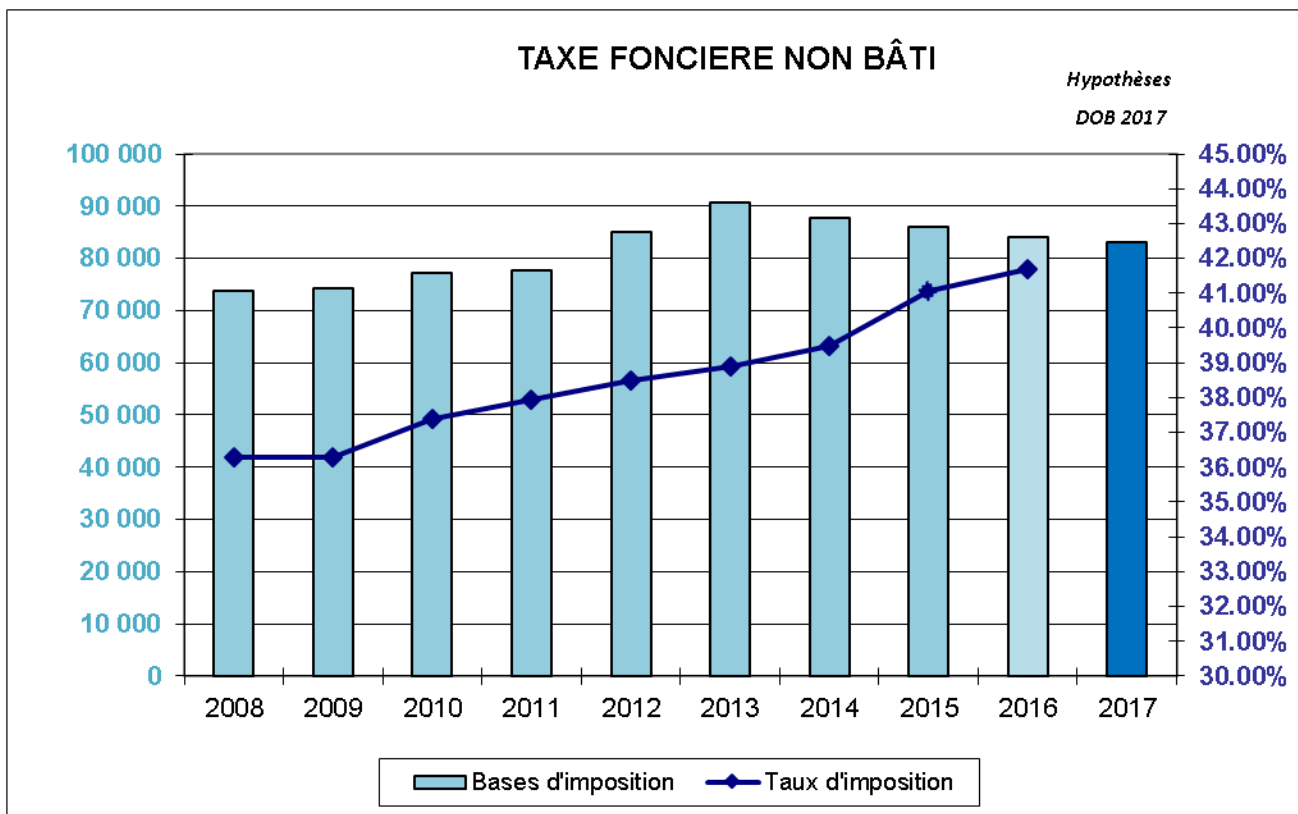
La politique fiscale – les orientations pour 2017

Bases et taux d'imposition sur les ménages



La politique fiscale – les orientations pour 2017

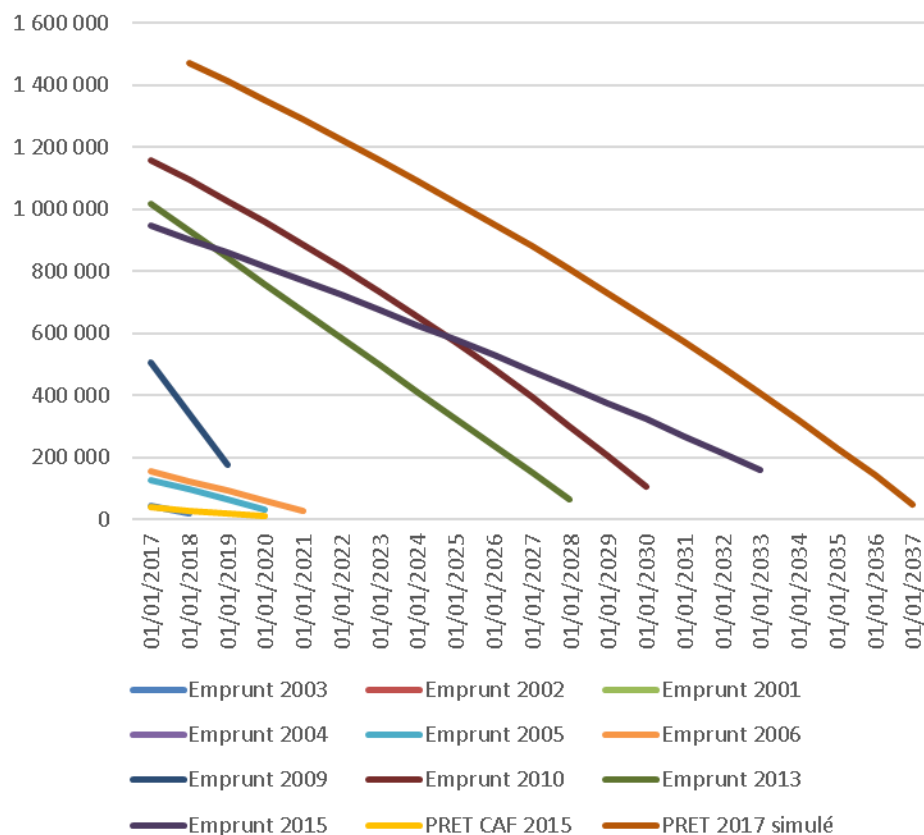
Bases et taux d'imposition sur les ménages



La politique d'endettement – les orientations pour 2017

Encours de la dette (avec nouvel emprunt)

Evolution de l'encours en € des 11 emprunts communaux



Structure des 11 emprunts en cours

10 emprunts à taux fixe

1 emprunt à durée ajustable (basé sur l'Euribor 3 mois)

Liste des prêteurs :

Caisse d'Epargne : 2
 Crédit Agricole : 2
 Crédit Mutuel : 2
 Dexia Crédit Local : 3
 Banque Postale : 1
 CAF (prêt taux 0) : 1

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Plan Pluriannuel d'Investissement 2015/2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	<i>élections</i>						<i>élections</i>
Nouveaux Equipements							
	Construction du la Forêt + salles d' 150 000 €	Restaurant scolaire de activités périscolaires 1 550 000 €				60 000 € 2 aires de jeux sport/ enfant	
		40 000 € modulaire groupe scolaire Rivière		200 000 € aire de loisirs			
		17 000 € Vidéoprotection Complexe sportif					
Rénovations et réaménagements importants du patrimoine existant		30 000 € travaux PMR Gendarmerie	47 000 € travaux Presbytère (couverture, allée)		? € Consolidation berges étang Bretonnière		
	Remplacement couverture salle C 110 000 €	24 000 € travaux légionellose salles de sports	40 000 € Réfection accès nouv. rest scol Forêt		160 000 € Réfect° couverture et isolation salle Antares		
	Finalisation réfection église 106 000 €	1 630 000 € programmiste Moe Groupe Gpe scol Rivière scol Rivière travaux Groupe scolaire Rivière				200 000 € ? Réfection couverture école élém Rivière ?	
	Réfection chaufferie EPB 50 000 €	22 000 € Accessibilité PMR étang Bretonnière	11 300 € programmiste	études Moe Ecole de la Forêt 2017 30 000 € 2018 ? €		? € travaux réaménagement école de la Forêt	
	Etudes réseaux distribution eau 13 500 €	21 500 € extension colombarium	38 900 € Réfection jeux parc Linière et école Forêt	21 000 € études réfection couverture salle Delta	? € (selon études) travaux réfection couverture salle Delta	24 000 € Réfect° allée principale cimetièrè?	
	Travaux accessibilité PMR 160 000 €	24 000 € clôture terrain de football	85 000 € Réfect° couvertures éc mat Riv + Gendarm	100 000 € complément opération Jules V.	16 000 € programmiste extension Mairie		
Politique Maîtrise du Foncier	budget de constitution de "réserves foncières stratégiques"						
			380 000 € acquisition Tesson				
			294 000 € acquisition Caqueau (remboursement NM)	300 000 € (acquisitions foncières diverses)			
Travaux courants d'entretien des bâtiments et renouvellement des outils et matériels indispensables aux services	330 000 €	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an

Année d'élection municipale